

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 59 (1979)  
**Heft:** 2

**Artikel:** L'industrie et les banques suisses face aux nouvelles données de l'économie mondiale  
**Autor:** Brugger, Ernst  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-886765>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'industrie et les banques suisses face aux nouvelles données de l'économie mondiale\*

I

Au milieu du siècle passé, Friedrich Engels, l'un des auteurs du « Manifeste du parti communiste », décrivait la Suisse comme un peuple « d'éleveurs ou d'agriculteurs. Les peuplades de bergers comptent parmi les Européens les moins civilisés. La force motrice de la vapeur n'est guère connue en Suisse, il n'y a de grandes fabriques qu'en de rares endroits... » D'après cette analyse peu optimiste, Engels prédisait à notre pays un avenir modeste et même assez misérable.

Ce théoricien socialiste s'est profondément trompé ! La Suisse est devenue un pays industrialisé, qui, malgré son manque de matières premières et de ports maritimes, a su largement tirer profit des progrès économiques et techniques et bénéficie actuellement d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde. L'évolution de ces vingt-cinq dernières années est très impressionnante : durant ce quart de siècle, notre produit national brut a triplé, nos exportations ont quintuplé et le revenu moyen par habitant plus que doublé.

Même en ce qui concerne l'évolution de ces toutes dernières années, notre économie nationale mérite de grands éloges. Songeons aux difficultés qu'elle a dû résoudre en quelques années à la suite de la réévaluation du franc, de la récession et des reconversions structurelles. Ce n'est pas sans effort qu'elle s'est en général bien tirée de la situation difficile créée par la réévaluation de notre monnaie nationale, dont la valeur réelle a augmenté d'environ 50 % en 6 ans (de 1973 à 1978). Elle n'aurait pas réussi cette performance si elle n'avait puisé dans les dernières réserves de son capital financier et intellectuel. Il faut souligner à ce propos que notre État ne s'est pas laissé entraîner à des manœuvres douteuses de politique économique, mais s'est contenté de soutenir les efforts de l'économie privée par des mesures d'aide conformes aux conditions du marché. Il a

en particulier encouragé les exportations, la création d'emplois et favorisé le développement de la recherche et de l'instruction.

Cette évolution très réjouissante de notre économie nationale durant ces dernières années et décennies n'est pas simplement due aux caprices d'un heureux hasard bien disposé en notre faveur. Nous la devons, à mon avis, surtout à notre économie de marché et de libre concurrence et au dynamisme inhérent à ce système. Le chef d'entreprise suisse tire sa force de sa liberté individuelle, le meilleur garant de son initiative personnelle et de sa responsabilité. Cette politique d'entreprise consciente des responsabilités et orientée vers l'avenir se traduit par une proportion de fonds propres en général très forte dans nos entreprises et par la place prépondérante donnée à la recherche. Mais cette évolution serait impossible sans des conditions de base d'une valeur inestimable : d'une part les compétences de nos ouvriers et de nos employés, d'un peuple laborieux et capable, qui, dans sa grande majorité, n'a pas perdu le sens de la mesure et de la modération, mais d'autre part la paix du travail typique de notre pays, les partenaires sociaux ayant compris qu'il valait mieux régler paisiblement leurs conflits par des conventions collectives. Et mieux encore, nous disposons d'un système démocratique qui nous garantit non seulement une grande sécurité juridique, mais nous préserve d'une confrontation permanente suicidaire, car ce système démocratique, ouvert à tous, considère la discussion comme la base de notre vie sociale et réduit ainsi les tensions politiques et sociales.

Le bien-être actuel de notre petit pays ne serait pas concevable non plus sans d'intenses relations commerciales avec l'étranger. Nous sommes contraints d'importer la plupart des matières premières, et l'exiguïté de nos marchés intérieurs oblige nos industriels à vendre une grande partie de leur production à l'étranger. Les progrès techniques et les échanges internationaux en rapide expansion ont accru constamment la dépendance de l'économie suisse — et sa sensibilité aux influences étrangères. C'est ainsi qu'un franc sur trois des revenus provient de nos relations commerciales avec

l'étranger. Comme second partenaire commercial, après l'Allemagne fédérale, la France occupe une position de premier plan dans nos échanges internationaux (en 1978, les importations d'origine française ont totalisé 5,3 mrd de francs et nos exportations vers ce pays ont atteint 3,6 mrd). Cette situation montre l'importance des Chambres de Commerce suisses à l'étranger, et j'ai à cœur de vous remercier, ainsi que vos collaborateurs, pour l'immense travail accompli.

II

Il est de plus en plus manifeste que la récession de ces dernières années n'est pas un phénomène passager, mais marque le passage à une nouvelle ère économique mondiale. Les possibilités d'expansion sont à maints égards beaucoup plus limitées qu'autrefois. La croissance de l'économie mondiale sera de plus en plus freinée notamment par la pénurie des agents énergétiques et des matières premières. Bien qu'on sache un peu partout que la solution de ces problèmes est à long terme pour chaque pays une question de vie ou de mort, les réactions ont été malheureusement décevantes jusqu'à présent : rares ont été les efforts d'économie vraiment convaincants. Je pense par exemple au récent échec du président Carter au Congrès américain, avec son programme d'économie énergétique, ou au fait que la consommation d'énergie s'est accrue l'année passée d'environ 5 % dans notre pays, donc bien plus que le produit national brut. Même si la découverte de nouveaux gisements pétroliers peut retarder de quelques décennies le moment où les réserves de pétrole seront définitivement épuisées, il y a encore trop de problèmes non résolus : la forte dépendance de la plupart des États à l'égard du pétrole, la consommation économique de cet agent énergétique et le développement d'énergies de substitution non fossiles. Cela d'autant plus que le public montre une opposition croissante au développement et à la diffusion de l'énergie nucléaire.

Ce problème de l'énergie est lié étroitement au sort des pays en voie de développement, un second facteur qui pèsera

\*Conférence prononcée le 21 juin 1979, à Paris, à l'occasion du dîner qui a suivi l'Assemblée Générale par Monsieur Ernst BRUGGER, ancien Président de la Confédération, Président de la Banque Populaire Suisse.



M. Ernst Brugger, pendant son exposé. A gauche, M. François de Ziegler, Ambassadeur de Suisse en France, à droite, M. André Geiser, Président de la Chambre de Commerce Suisse en France, M. Hans Plüss, Président de l'Union des Chambres de Commerce suisses à l'étranger.

lourdement sur l'évolution de l'économie mondiale et de l'économie suisse. L'écart économique et social entre le Nord « riche » et le Sud « pauvre » s'est aggravé considérablement dans l'ensemble, et même les différences entre les États du tiers monde ont augmenté ces dernières années. C'est ainsi que quelques pays en voie de développement nous ont rattrapés sur le plan économique et sont devenus pour nous des concurrents sérieux, qui nous menacent même sur nos marchés traditionnels. Ils arrivent de plus en plus à notre niveau aussi sur le plan politique. Constituant un bloc solidaire, ils sont devenus conscients de leur supériorité numérique et de la dépendance des nations à l'égard du pétrole et d'autres matières premières, ce qui les incite à revendiquer un nouvel ordre économique international. Ils voient dans leurs exigences politiques, à tendances souvent fortement interventionnistes, le moyen le plus efficace de résoudre leurs principaux problèmes, notamment leur balance des paiements déficitaire, leur endettement croissant, le chômage, la faim et la pauvreté. Les pays en voie de développement non exportateurs de pétrole sont les plus défavorisés dans cette évolution : leur balance des paiements présentait un déficit de 40 mrd de dollars l'année passée, ce qui entraîne une augmentation de l'endettement total de ce groupe de pays, qui s'élevait à quelque 300 mrd de dollars.

Moins on résoudra ce problème d'une manière satisfaisante, plus grand sera le danger de voir renaître sans cesse le protectionnisme, très préjudiciable aux inté-

rêts de pays tels que la Suisse fortement dépendants de l'étranger. En effet, un petit État comme le nôtre, avec une influence politique limitée, ne peut mettre en valeur son potentiel économique que dans un système économique mondial de libre entreprise. Il faut signaler à ce propos le risque de graves perturbations sur la scène monétaire internationale. Ni la stabilité actuelle du dollar et du franc suisse, ni l'entrée en vigueur du Système monétaire européen ne doivent nous faire oublier la fragilité du système monétaire mondial. Les mouvements puissants de capitaux et les modifications profondes dans les positions créancières et débitrices des différents pays représentent des foyers de crise latents. La situation restera instable aussi longtemps qu'on ne se sera pas attaqué aux causes mêmes de ces énormes fluctuations, car elles sont les symptômes de crises, qui pèsent lourdement sur l'économie mondiale.

La prospérité de notre économie dépend encore naturellement d'une série d'autres facteurs internationaux, sur lesquels je ne peux ici m'attarder par manque de temps. Citons l'inflation, l'explosion démographique, le chômage, la concentration économique et, surtout, les nombreux foyers de crises politiques, qui éclatent avec plus ou moins de violence et qui entraînent presque toujours des conséquences économiques fâcheuses. Ces quelques allusions suffisent à montrer vers quel état d'interdépendance nous avons évolué et comment l'économie mondiale représente finalement un tout indissociable.

### III

Les perspectives économiques internationales, dans l'ensemble assez favorables, ne doivent pas nous faire oublier que l'avenir à long terme de notre économie dépend principalement des solutions durables qui auront été trouvées en réponse aux problèmes mondiaux esquissés plus haut. Étant donné l'extrême vulnérabilité de l'économie suisse, mais aussi le sentiment de solidarité de notre État neutre, nous avons suffisamment de bonnes raisons pour encourager de notre mieux les efforts visant à une collaboration internationale plus intensive. Nous attachons une grande importance à la lutte contre le péril omniprésent du protectionnisme. Les efforts sur le plan de l'OCDE et la fin récente du Tokyo round du GATT sont des pas de plus, fort satisfaisants, vers une libéralisation des échanges internationaux.

Notre gouvernement est convaincu également de la nécessité d'augmenter considérablement l'aide publique aux pays en voie de développement les plus déshérités. En outre, nous devons continuer d'examiner les possibilités de coopérer avec le Système monétaire européen. La Banque nationale s'efforcera aussi désormais de contribuer à une stabilisation des taux de change, conformément à ses moyens et aux possibilités que lui offre la masse monétaire et le renchérissement. Tous ces efforts en matière de politique commerciale extérieure et monétaire ont essentiellement pour but d'offrir à l'industrie de notre pays, avec la collaboration efficace des banques, les conditions d'investissement et d'exportation les plus favorables possibles et de faciliter son adaptation aux nouvelles exigences de l'économie mondiale.

Les grands problèmes actuels ne pourront être résolus sans de lourds sacrifices de notre part, comme le montrent constamment les négociations qui se déroulent actuellement. Il s'agit en fin de compte d'une nouvelle division du travail international qui, conjointement avec une amélioration des termes de l'échange, entraînera le déplacement de certaines productions industrielles dans les pays en voie de développement. Il est question aussi dans ce contexte d'une amélioration des transferts de technologie, d'une aide financière à des conditions spécialement avantageuses et il s'agit surtout d'une redistribution des faibles réserves d'agents énergétiques et de matières premières de notre planète. Tels sont les changements à l'échelle mondiale qui laisseront aussi chez nous des traces profondes.

### IV

Les principaux efforts incombent à notre économie elle-même, sur la base de notre système économique de libre entreprise. Bien que notre économie se soit bien tirée de l'épreuve des années passées (récession, réévaluation), elle

devra désormais affronter de grands problèmes d'adaptation et de réorganisation, face aux prochains bouleversements qui affecteront l'économie mondiale.

En outre, le dynamisme de l'évolution technologique et les profonds changements dans les structures du marché et de la consommation continueront d'augmenter les différentes possibilités de croissance entre diverses régions et divers secteurs. Cette évolution aura certaines répercussions sur l'emploi. Je ne pense pas que cela entraînera une aggravation notable du chômage dans l'ensemble de notre pays, mais je suis convaincu que le taux du chômage structurel s'accroîtra. Il convient dès lors d'augmenter la mobilité professionnelle et intellectuelle, malgré les injustices que cette nouvelle situation entraîne sur le plan individuel et que nous devons atténuer de notre mieux. Telles sont les exigences qui s'imposent inéluctablement à notre époque.

Elles concernent aussi bien les employeurs que les salariés. Comme l'a précisé si justement Klaus Schwab, président du Forum européen du management, « le chef d'entreprise doit avoir désormais le courage d'innover, à l'exemple de ses aïeux. Il doit orienter ses efforts vers de nouvelles structures, et lutter pour bénéficier de la liberté d'action indispensable à la gestion sans entrave de son entreprise, tout en travaillant aux intérêts de la société. »

Comment l'industrie de notre pays peut-elle faire face à ces exigences permanentes de l'économie mondiale, qui vont encore s'accroître au fil des ans ? Il n'y a pas de réponse universelle applicable à tous les cas. L'avenir dépend de ce que nous en ferons : malgré toutes les contraintes matérielles, nous avons en grande partie le pouvoir de le forger. La volonté et la disponibilité individuelles, l'effort personnel ont plus d'effets qu'on ne le pense généralement. Si l'on applique ces quelques réflexions au chef d'entreprise de notre pays, cela implique qu'il devra désormais ériger en règle de conduite générale l'initiative et la souplesse qu'il a montrées jusqu'à présent. Il ne lui reste pas d'autre choix que de persévérer dans la stratégie offensive qu'il a commencée. Celui qui succombe à la tentation de se reposer sur ses lauriers dans cette phase actuelle de reprise économique, a d'avance perdu le combat.

J'entends par persévérer dans la stratégie offensive » le fait, par exemple, de développer l'innovation en matière de produits et de procédés de fabrication, et le fait de mener une stratégie de diversification plus active. Celle-ci doit être centrée sur des produits et des procédés de fabrication économiques, d'une technologie supérieure et nécessitant un grand know-how. Je n'attache pas moins d'importance aux efforts visant à une rationalisation à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises et à une meilleure coordination des diverses initiatives. Malgré

l'exiguïté de notre pays, les efforts y sont encore souvent trop morcelés et les possibilités de coopération ne sont de loin pas épuisées.

Il est à mon avis incontestable que la place donnée à la recherche et au développement devra continuer de s'accroître. Il est vrai que nous pouvons nous flatter d'être en tête de tous les pays industrialisés en ce qui concerne la proportion des dépenses destinées à la recherche et au développement : celles-ci, en grande partie privées, représentent plus du 2 % du produit national brut, soit plus de 500 francs par habitant et par an. Mais cette constatation réjouissante ne doit pas nous inciter à relâcher nos efforts. Chacun sait qu'en économie il n'y a pas de place pour la nostalgie. Celui qui fabrique des produits que plus personne n'achète, parce que démodés ou trop chers, n'a aucune chance de survie.

La qualité et la fiabilité doivent rester les atouts majeurs de notre industrie sur les marchés intérieurs et étrangers. Sauf dans quelques cas comme l'horlogerie et l'industrie alimentaire ou textile, nous n'aurons désormais aucune chance dans les secteurs de la production en grandes séries. La force de notre industrie résidera plus que jamais dans son aptitude à découvrir sur les marchés les possibilités de vente de spécialités et dans sa faculté d'offrir des produits et des services d'une qualité technique supérieure et adaptés aux divers besoins de la clientèle.

La compétitivité de notre industrie dépend principalement de notre aptitude à conserver et à développer désormais les avantages géographiques et les chances dont notre pays continue de bénéficier : je pense en premier lieu à notre système économique libéral et stable, à notre stabilité sociale et politique et à la politique perspicace des syndicats. Même sur ce point, de grands efforts sont nécessaires, car l'activité de notre économie s'exerce dans un environnement très difficile et dans des conditions très complexes qui ont augmenté la tendance à des solutions extrêmes, à des prises de position hostiles à l'économie. C'est ainsi que beaucoup de gens considèrent le refus de fournir des prestations comme un moyen d'éliminer ou du moins d'éviter les aspects fâcheux de notre monde industrialisé, tandis que d'un autre côté on exige de plus en plus de prestations de l'économie et de la société. Il faut nous attendre à devoir déployer de grands efforts pour garantir et conserver notre prospérité.

Nous ne pouvons pas nous dérober à cette tâche, car l'économie joue actuellement un rôle de premier plan dans l'évolution de notre société. Tout ce qu'on ne réussit pas à maîtriser et à résoudre à long terme dans le domaine économique, entraîne des explosions de sentiments. On aboutit à un certain moment à une intrusion de la politique, associée à de plus lourds sacrifices et à une perte des libertés démocratiques. En d'autres ter-

mes, l'activité économique est aujourd'hui de plus en plus soumise à des forces politico-sociales, ce qui ne facilite nullement les efforts d'adaptation en cours. On attend de l'économie qu'elle ne fasse pas seulement appel aux qualités humaines, mais qu'elle offre une meilleure qualité de vie avec un visage humain. C'est ainsi que l'activité de nos chefs d'entreprises modernes prend une dimension encore inégalée jusqu'à présent.

## V

On est tout particulièrement conscient de cette responsabilité générale face à la société lorsqu'on occupe un poste de direction dans le secteur bancaire. Le mot « Suisse » s'associe spontanément dans la pensée aux fameux chocolats et aux fromages mais aussi et surtout aux banques. Celles-ci sont devenues récemment la cible d'une critique générale, alimentée par quelques « événements » fâcheux comme à Chiasso, mais surtout par le développement croissant de la place financière suisse.

Le rôle important joué actuellement par la Suisse comme place financière est dû principalement aux particularités de notre économie. La grande pénurie de matières premières a entraîné en Suisse un accroissement considérable du secteur des services. Ce développement du tertiaire, mais aussi notre forte dépendance à l'égard de l'étranger, notre système socio-économique stable et libéral, ainsi que notre niveau de vie très élevé ont eu les conséquences suivantes : le système bancaire suisse a pris une très grande importance par rapport à celui d'autres États et a contribué à maintenir un certain excédent dans notre balance des paiements, malgré notre balance commerciale en général déficitaire. Il est évident que dans le processus de restructuration de nos industries, les banques jouent un rôle capital de par leur fonction de bailleuses de fonds. Elles contribuent, pour une grande part, à faciliter les conversions industrielles et à atténuer les difficultés qui en résultent, grâce à un large éventail de crédits à l'exportation très favorables et de prêts destinés à financer les opérations d'innovation et de diversification. Elles offrent aussi leur concours aux industriels en les conseillant abondamment et en proposant des mesures efficaces d'assainissement chaque fois que cela est indispensable. Ces prestations sont principalement destinées aux petites entreprises, souvent en butte à des difficultés financières très pénibles. Pour que notre industrie et notre économie puissent se développer, elles doivent bénéficier des facilités de paiement les plus larges possibles, tant en Suisse qu'à l'étranger. Sans un système bancaire bien développé, notre pays ne jouirait pas d'une telle prospérité matérielle. Face à l'avenir avec ses difficultés supplémentaires, notre économie doit pouvoir disposer de capitaux importants et d'un large éven-

tail de services si elle veut venir à bout de cette phase de restructuration et de renouvellement.

Ces quelques réflexions montrent bien l'absurdité et le caractère démagogique de l'antithèse « place financière suisse / place de travail ». La place financière suisse concerne toutes les personnes travaillant en Suisse, donc aussi les banques avec leurs 76 000 employés. Leurs efforts permettent dans une large mesure au secteur industriel de se développer, en assurant ainsi sa viabilité.

On entend encore souvent dire que la place financière suisse est responsable de l'envol de notre franc. Même si l'on ne connaît pas encore tous les dessous de ces fluctuations monétaires, on doit supposer qu'elles résultent avant tout d'une méfiance à l'égard de la politique économique et monétaire américaine (donc à l'égard du dollar). Tous — notamment les chefs d'entreprise — ont réagi de la même manière en liquidant leurs dollars et leurs marks allemands et en plaçant leurs liquidités en francs suisses. Ce changement d'attitude de la part des investisseurs a eu pour conséquence une réévaluation de notre franc, résultant de la loi de l'offre et de la demande.

Permettez-moi d'ajouter quelques remarques sur le secret bancaire. Celui-ci n'est pas une invention suisse, mais existe sous une forme ou sous une autre dans la plupart des États. Ce n'est pas les banques qu'il protège, mais leurs clients, qui ont précisément droit à cette protection dans un État de droit. On ne devrait au fond pas l'appeler le secret bancaire, mais le secret du client; ce secret n'est d'ailleurs pas absolu, car il est assujéti actuellement à de nombreuses restrictions : les banques sont tenues de fournir des renseignements dans les procès civils, dans les procédures d'exécution forcée et en matière de droit civil, mais elles doivent aussi informer la Commission fédérale des banques et la Banque

nationale; d'autre part, le secret bancaire est limité par l'assistance juridique internationale découlant de traités bilatéraux, laquelle prend actuellement de plus en plus d'importance.

J'ai parlé tout à l'heure de la responsabilité générale de l'économie face à la société. Cette responsabilité s'applique en premier lieu à nos banques, pour lesquelles la qualité, la crédibilité et la confiance passent devant la quantité et la production en masse. Cette conception et les conditions de base de l'économie mondiale devenues plus difficiles ont rendu la tâche des banques plus ardue. De plus, la croissance des banques est limitée ou le sera par diverses lois déjà publiées ou en préparation (ou par des conventions auxquelles elles ont souscrit librement, relatives notamment à l'acceptation de capitaux erratiques). Aujourd'hui, les banques sont donc moins menacées par une expansion non contrôlée que par des lois ou des conventions limitant leur liberté d'action et empêchant l'exercice de leurs principales fonctions, au détriment de notre économie.

## VI

Je conclurai par une remarque générale. De nouvelles et lourdes responsabilités, qui vont plutôt s'accroître dans l'avenir, nous incombent. Elles résultent des structures, des dimensions et du poids de l'économie actuelle, de ses engagements, de ses effets durables sur la prospérité et les biens et du rôle que joue l'économie pour le bien-être général et l'épanouissement de la personne humaine. Cette évolution a inévitablement pour conséquence une remise en cause permanente des relations entre l'homme, la société et l'État, l'opinion prévalant actuellement que l'État devrait augmenter ses interventions et ses engagements dans sa politique économique. La liberté d'action face aux pouvoirs

publics — une revendication formulée au XIX<sup>e</sup> siècle — ne suffit plus à garantir une liberté économique réelle. Celle-ci peut être menacée non seulement par les empiètements de l'État, mais aussi par des déséquilibres altérant la liberté d'initiative, par l'abus de cette liberté de la part des grosses entreprises, par des efforts visant à limiter la concurrence et déployés par ceux qui dominent le marché, par des mesures protectionnistes. Rien ne menace davantage la liberté économique que son utilisation abusive. Elle n'a pas de plus grand ennemi que l'imperfection humaine.

Ces quelques réflexions m'amènent à préconiser une répartition équilibrée des rôles entre l'État et l'économie, qui n'a rien à voir avec cette opinion encore fort répandue aujourd'hui qu'un État dépourvu de tout programme de politique économique est le meilleur garant d'une économie forte. Le gouvernement suisse doit finalement avoir pour objectifs en matière de politique économique d'accroître la concurrence dans le système de libre entreprise, d'encourager la responsabilité personnelle, de favoriser la compréhension du public pour les phénomènes économiques et de protéger la liberté du commerce et de l'industrie, tout en combattant les abus. Il incombe d'autre part à l'économie privée d'utiliser de son mieux, dans l'intérêt de la collectivité, la liberté d'action dont elle bénéficie actuellement en Suisse et qu'elle devra conserver. Il faut qu'elle montre pour cela du dynamisme dans sa gestion, le goût de l'innovation et une grande volonté de s'imposer, sans oublier un sens aigu des responsabilités et des qualités de manager. Je le répète, l'avenir dépend de ce que nous en ferons. Comment se présentera-t-il ? Serons-nous capables de le maîtriser en conservant nos libertés ? La réponse à ces questions dépend en définitive des progrès que nous aurons réalisés.